

UDG : L'union des gens de bon sens

Jeudi 17 Juin 2010



[Imprimer](#)

Alain Mourguy candidat à l'élection présidentielle 2012

Ce qu'est la démocratie

Origine : Des mots grecs DEMOS (Le Peuple) et KRATOS (Le Pouvoir)

1) Qu'est-ce que la démocratie ?

La démocratie par opposition à l'aristocratie ou à la dictature est basée sur le principe que le « peuple gouverne ».

C'est le 4 août 1789 que la France a décrété l'abolition des privilèges de la noblesse et du clergé. En pratique, la démocratie se doit d'être aussi basée sur des principes de valeurs morales, notamment de solidarité et d'égalité des chances de tout citoyen.

La théorie démocratique veut que le peuple gouverne par le biais de ses « élus » pour lesquels il a voté. Toujours en théorie, dans une démocratie, toute autorité ne peut qu'avoir été choisie par le « peuple ». La question dans notre pays se pose donc pour certains pouvoirs comme le Sénat mais aussi la Justice puisque les Magistrats des Tribunaux d'Instance et de Grande Instance dont l'autorité est certaine n'est pas issue du « peuple » contrairement aux Cours d'Assises (dans certains pays démocratiques, tous ces magistrats sont élus par le « peuple », il y a aussi des pays démocratiques dans lesquels est adjoint systématiquement 1 citoyen du « peuple » aux côtés des magistrats professionnels)

Globalement la démocratie reste bien sûr le système le plus équitable, néanmoins, comme tout système, il a ses défauts, notamment lorsque la majorité est une « majorité » très proche des résultats de la « minorité ». Sans expliquer tous les exemples, un seul : lorsqu'une majorité remporte une élection par 52% contre 48% et que le chiffre des abstentionnistes est très important, il est évident que cette « majorité » dans certaines de ses propositions de loi devient en réalité une « minorité » par exemple si une proposition de loi de ce gouvernement dit « majoritaire » serait désapprouvée par une majorité des « abstentionnistes ». Ceci juste pour expliquer qu'une majorité « courte » est en position de faiblesse pour gouverner.

Il est donc nécessaire de trouver des moyens démocratiques pour à la fois faire déplacer les abstentionnistes mais aussi si possible pour que la majorité retrouve un score qui justifie vraiment sa

position de « majorité ». A mon avis une « majorité » capable de satisfaire l'ensemble des citoyens ne peut être en dessous des 60% à une élection présidentielle. Hormis l'élection 2002, qui reste, pour le moment, une exception mais qui en aucun cas ne reflète la réalité politique de notre pays, cela fait trop longtemps que l'équilibre est trop faible entre la « droite » et la « gauche » pour pouvoir gouverner correctement. La question du « centre » devient donc très importante. Ceci n'engage que moi, mais il semblerait que de plus en plus les citoyens déclarent ne plus être de droite, ni de gauche. Que reste-t-il alors ? : Le vote sanction systématique.

Mon analyse politique est qu'en 2007 le « citoyen majoritaire » dans notre pays est un citoyen en réalité centriste, soit centriste de sensibilité « droite », soit centriste de sensibilité « gauche », soit centriste 100%. Or, avec le chiffre galopant de l'abstentionnisme dans l'urne, on ne retrouve pas cela. C'est un constat. Je propose une réflexion sur ce sujet qui me semble primordial pour l'avenir de notre démocratie. (Pour information mon projet à 5 points peut être une piste...)

2) Du bon usage de la démocratie.

Pour que la démocratie puisse fonctionner complètement et correctement, il faut que les citoyens soient informés réellement des propositions de tous les partis politiques mais aussi de la personnalité de celle ou celui qui représente ce parti. Actuellement, ce n'est pas le cas. Je suis vraiment stupéfait de constater que si une bonne partie des « citoyens » lisait le programme proposé par celle ou celui pour lequel il vote, ce même citoyen serait étonné et il y aurait de fortes chances que son vote « change ». Ceci est malheureusement valable pour tous les partis, tous clivages confondus.

Il faut avoir le courage de le dire : nous votons en grande partie soit par sanction, soit parce que lors d'un débat télévisé, tel(le) ou tel(le) candidat(e) a « gagné » contre son adversaire, même si ce candidat(e) a déclaré des contrevérités énormes, économiques ou autres, mais qui ne sont pas « relevées » pendant le débat.

Souvent, si le « citoyen » écoutait certaines propositions de celles et ceux qu'il pense ne pas apprécier, peut-être serait-il agréablement surpris de constater que finalement sur tel ou tel sujet cet « adversaire » a peut-être raison.

3) Les informations dans la démocratie.

Il est évident que seuls les médias peuvent et se doivent d'améliorer cette information aux citoyens. Internet va aussi améliorer de plus en plus ces connaissances...

Il faut expliquer aux citoyens les problèmes complexes du monde de 2007. Il ne suffit pas de dire que l'on est pour ou contre telle proposition si le citoyen ne connaît pas les tenants et les aboutissants, notamment dans le domaine mondial de la « géopolitique » (Pétrole, Eau, Economie mondiale, etc.)

D'autre part, il faut aussi que notre pays se modernise par rapport à nos voisins. Exemple : combien de citoyens savent que notre code des impôts est le plus complexe du monde ? Avec environ 34.000 pages de fiscalité, encourageons-nous les investisseurs à venir chez nous ? Ce sont toutes ces sortes d'informations qu'il faut faire connaître aux citoyens, ensuite il pourra voter ou aller re-voter en meilleure connaissance de la situation globale.

4) La technocratie.

Nous avons trop de « hauts fonctionnaires » et de « politiques » qui sortent des grandes écoles, où la pensée uniforme est de rigueur avec un « esprit de corps » qui nous interdit pratiquement toute réforme. Il faut penser à un système de quota, sinon notre pays ne sera plus qu'un pays dirigé par des technocrates coupés du « peuple ».

La France a 4 niveaux administratifs : L'Etat, la Région, le Département, la Commune. Pour information, les autres pays démocratiques en ont souvent 1 de moins. Là aussi, nous devons y réfléchir, d'autant plus que d'ici 10 ans notre système administratif sera entièrement sur informatique et sur « internet ».

Nous avons au contraire besoin de plus de fonctionnaires de « base » qui dans certains domaines manquent cruellement aux services publics (la Poste, SnCF, Sécurité sociale, Police Nationale, etc.) que de « hauts fonctionnaires » technocrates. Le Service Public fait partie intégrante de la démocratie puisque l'égalité des citoyens ne peut être assurée que si l'Etat se donne les moyens d'assurer ses fonctions dites « régaliennes ».

Dans cette logique d'égalité des citoyens, il me semble démagogique de laisser entendre que nous aurions trop de fonctionnaires. En effet, chaque usager se rendant dans un centre de Sécurité Sociale, ou de la Caisse d'allocations familiales, ou à un guichet de la Poste etc. s'est aperçu sans difficulté du temps d'attente de plus en plus long.

D'autre part n'avons-nous pas besoin dans notre pays, notamment dans les hôpitaux du service public, de + de médecins, + d'infirmiers (es), + d'aides-soignants (es), de + de personnel d'accueil ? Idem pour les auxiliaires de la Justice...

Certes, nous pouvons et devons songer à des changements d'affectations dans les postes publics afin de les optimiser, mais vouloir réduire le nombre de fonctionnaires dans beaucoup de domaines du « réel service public » n'est que pure démagogie, quelle que soit la couleur politique des partis.

C'est le moment d'engager cette réflexion.

Encore une fois, je ne détiens pas la Vérité, certains citoyens ne seront pas d'accord avec cette analyse pour tout ou partie, cela me semble là aussi « normal et sain » dans une démocratie. Enfin, je souhaite que le mot « tolérance » trouve toute la place que ce mot implique dans une démocratie moderne et évolutive.

Alain Mourguy